

# Paix et réconciliation : Une rencontre des Peuls prévues pour ce dimanche

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 24 AOÛT 2022

# 1166

# Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Coopération Mali-Iran

## Au beau fixe



Révision constitutionnelle : Le RCDP préconise  
un régime parlementaire



Remise d'attestations de baccalauréat :  
L'excellence magnifiée !



# COVID 19

## CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

**23** août  
2022

## RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

**828**

Nouveaux cas confirmés

**01**

Nouveaux guéris

**00**

Nouveaux décès

**00**

Au cours des dernières 24 H

### VACCINATION

**558 730** Vaccinations incomplètes

**1 591 120** Vaccinations complètes

### Bilan global de la situation du Covid 19

**cas confirmés**

**31 263**

**Guéris**

**30 436**

**Décès**

**739**

dont 12 font l'objet d'un suivi médical



**MALIKILÉ**

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.12



P.21



P.24



## / Une /



Coopération Mali-Iran : Au beau fixe

P.5

## / Brèves /



Arcane politique : FASODE, le parti mort-né de me Bathily

P.16

MALI-USA : Renouveau de la convention pour la protection des biens culturels

P.16

Concours d'entrée à l'ENA : 16% accordés à la CMA

P.17

Coopération Mali-Iran : Le Président de la Transition a reçu une délégation iranienne

P.17

Recensement général de la population et de l'habitat : Enregistrement du Président de la Transition

P.17

Conseil Supérieur de la Fonction Militaire : Session extraordinaire sur le dossier des Anciens Combattants

P.18

Sécurité : Le Chef d'État-Major Général des Armées à la rencontre des hommes dans la zone de Défense n°8 et les secteurs n°5 et 4 du théâtre des opérations

P.18

Révision constitutionnelle : Le RCDP préconise un régime parlementaire

P.19

## / Actualité /



Violations et abus des droits de l'homme : Le CCODDH s'engage

P.21

Cauchemar des usagers sur l'axe Sanankoroba-Tourtela-Dangassa : Le réquisitoire de Bacary Camara

P.22

Centre d'instruction de Bapho : Plus de 200 malades, des démissions et fausses couches

P.23

Journée mondiale de l'aide humanitaire : Il faut tout Un Village pour aider les plus vulnérables

P.25

Remise d'attestations de baccalauréat : L'excellence magnifiée !

P.26

## / Politique /



Paix et réconciliation : Une rencontre des Peuls prévues pour ce dimanche

P.29

Fonction primatoriale : Le dribble parfait...

P.30

AIGE : Les membres tirés au sort, des partis dénoncent une violation de la loi électorale

P.30

## / Culture & société /



3RNA-MAAYA : Valorisation des traditions africaines

P.31

## / International /



Guerre russo-ukrainienne : L'épreuve de l'usure en Ukraine

P.32

Banditisme au Nigeria : Un chef de gang accepte une trêve

P.33

## / Sport /



West africain champions cup : Le Djoliba en guinée pour une mise en jambes

P.34

## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

**Siège :** Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

**Email :** ampikile@gmail.com

**Site Web :** www.malikile.com

**Contacts :** +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :** .....

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou SISSOKO



**Aidez-nous à lutter  
contre le Terrorisme  
Contactez le Centre  
d'appel « DÈMÉSO »**



**80001120  
80001122**



**+223 98-17-36-45  
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU  
TERRORISME  
AU MALI**



## Coopération Mali-Iran

### Au beau fixe



C'est par le Mali que le nouveau ministre des Affaires étrangères de la République Islamique d'Iran Docteur Hossein Amir-Abdollahian a entamé, depuis sa nomination à son poste, sa première tournée officielle en Afrique. Signe des temps ?

En tout cas les relations entre les deux pays reposent désormais sur un socle solide tant l'estime réciproque entre le président Seyyed Ebrahim Raïssi et Assimi Goïta est, selon les deux diplomates fortes. Il s'y ajoute que l'Iran observe aujourd'hui, ce à quoi tiennent le plus aujourd'hui les autorités maliennes, à savoir la non-ingérence dans ses affaires intérieures et le respect de sa souveraineté.

Cerise sur le gâteau, l'Iran dispose aussi d'un potentiel économique et industriel qui intéressent très fortement les opérateurs économiques maliens qui se sont réjouis de cette visite.

Ce sont ces bonnes relations que reflète le Communiqué conjoint publié à l'issue de la visite du ministre du Docteur Hossein Amir-Abdollahian ce 23 août 2022 à Bamako.

■ Moctar Sow

**COMMUNIQUE CONJOINT**

**VISITE DE TRAVAIL DE SON EXCELLENCE DOCTEUR HOSSEIN  
AMIR-ABDOLLAHIAN, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
DE LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN AU MALI**

**BAMAKO, LE 23 AOÛT 2022 (LE 1<sup>E</sup> SHAHRIVAR 1401)**

À l'invitation de Son Excellence Monsieur Abdoulaye DIOP, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale de la République du Mali, Son Excellence Docteur Hossein-Amir ABDOLLAHIAN, Ministre des Affaires étrangères de la République Islamique d'Iran, à la tête d'une importante délégation, comprenant des représentants de plusieurs départements ministériels et des opérateurs économiques iraniens, a effectué une visite de travail au Mali, les 22 et 23 août 2022 (le 31 Mordad et le 1<sup>er</sup> Shahrivar 1401).

1. Au cours de cette visite, s'est tenue la première Session de la Commission Mixte de Coopération entre la République du Mali et la République Islamique d'Iran, le 23 août 2022 (le 1<sup>er</sup> Shahrivar 1401) sous la coprésidence de Son Excellence Monsieur Abdoulaye DIOP, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale du Mali et de Son Excellence Docteur Hossein Amir-ABDOLLAHIAN, Ministre des Affaires étrangères de la République Islamique d'Iran.

2. Cette Session a été précédée par la réunion des experts, tenue les 21 et 22 août 2022 au cours de laquelle les deux délégations ont fait le tour d'horizon des dossiers de coopération bilatérale.

3. En marge de la première session de la Commission mixte, a eu lieu une séance de travail entre les opérateurs économiques maliens et iraniens le 23 août 2022.

4. A la suite de la visite mémorable de travail effectuée en Iran, du 12 au 14 février 2022, par le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale de la République du Mali, Son Excellence Monsieur Abdoulaye DIOP, à l'invitation fraternelle et amicale de Son Excellence Docteur Hossein Amir-ABDOLLAHIAN, Ministre des Affaires étrangères de la République Islamique d'Iran, les deux Ministres ont décidé, de commun accord, de la tenue à Bamako de la Première Session de la Commission Mixte de Coopération Mali-Iran.

5. Les deux Parties se félicitent de la signature le 29 juin 2022 (le 8 Tir 1401) de l'Accord sous forme d'échange de lettres modifiant l'appellation du Comité mixte de Coopération entre le Gouvernement de la République du Mali et le Gouvernement de la République Islamique d'Iran, signé à Bamako le 16 janvier 2005 (le 26 Khordad 1384) en « Commission Mixte ».

6. Dans son discours d'ouverture, Son Excellence Monsieur Abdoulaye DIOP, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale de la République du Mali, après avoir souhaité la bienvenue à la délégation iranienne, a rappelé les liens historiques d'amitié et de fraternité qui ont toujours présidé

les relations entre les Peuples et les Gouvernements des deux pays. À ce propos, le Ministre Abdoulaye DIOP s'est déclaré nullement étonné que le Mali soit le premier pays visité durant la tournée officielle en Afrique de Son Excellence Docteur Hossein Amir-ABDOLLAHIAN, depuis sa nomination à ce poste.

7. Par ailleurs, le Ministre DIOP a souligné la convergence de vues de Leurs Excellences le Colonel Assimi GOITA, Président de la Transition, Chef de l'Etat et Monsieur Seyyed Ebrahim RAÏSSI, Président de la République Islamique d'Iran, sur des questions aussi essentielles que vitales liées notamment à la paix, à la sécurité, au développement et à la souveraineté des deux États.

8. Le Ministre Abdoulaye DIOP a souligné, pour s'en réjouir, l'appartenance des deux pays à l'Organisation de la Coopération Islamique et leur fructueuse coopération au niveau des Nations Unies et des autres instances internationales. Il s'est félicité de la politique de non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats observée par la République Islamique d'Iran ainsi que son respect des choix faits par le Peuple malien dont les priorités nationales sont le respect de la souveraineté, de la dignité, de la sécurisation du pays, de la bonne gouvernance et un retour à l'ordre constitutionnel apaisé et sécurisé.

9. Au plan politique, Son Excellence Monsieur Abdoulaye DIOP a exprimé la très haute appréciation des autorités de la Transition concernant la lecture lucide et pragmatique que le Gouvernement iranien a toujours faite de la complexité de la crise au Mali. À cet égard, il a entretenu la partie iranienne des efforts entrepris par le Gouvernement du Mali pour la pacification et la sécurisation du territoire national.

10. Il a enfin souhaité que la présente Session soit l'occasion de dégager les voies et moyens permettant de contribuer au renforcement et à la diversification de la coopération bilatérale entre la République du Mali et la République Islamique d'Iran, notamment dans les domaines prioritaires comme ceux de la défense, de la sécurité, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, du développement rural, des mines, de l'énergie et de l'eau, de la santé, des transports, des infrastructures, de l'industrie, du commerce, de l'habitat, de l'urbanisme, de la culture et du tourisme, de la communication et de l'économie numérique.

11. Son Excellence Docteur Hossein Amir-ABDOLLAHIAN, Ministre des Affaires étrangères de la République Islamique d'Iran a, quant à lui, adressé tout d'abord ses sincères remerciements aux autorités maliennes pour l'accueil particulièrement chaleureux et l'attention dont sa délégation et lui-même ont fait l'objet depuis leur arrivée à Bamako.



12. Son Excellence Docteur Hossein Amir-ABDOLLAHIAN a, par ailleurs, relevé la parfaite convergence de vues entre Son Excellence le Colonel Assimi GOITA, Président de la Transition, Chef de l'Etat et Son Excellence Monsieur Seyyed Ebrahim RAÏSSI, Président de la République Islamique d'Iran, sur les questions de paix, de sécurité, de développement, de souveraineté et sur les différentes crises que connaît le monde.

13. Son Excellence Docteur Hossein Amir-ABDOLLAHIAN a considéré la présence des délégations iraniennes, composées de représentants des ministères et organismes concernés, à cette réunion comme l'expression de la volonté sérieuse et de l'intérêt à développer les relations et la coopération bilatérale.

14. Le Ministre des Affaires Etrangères de la République Islamique d'Iran a considéré la tenue de la commission mixte de coopération globale comme un mécanisme approprié pour organiser la coopération économique visant à dynamiser les échanges commerciaux, et a souligné la nécessité de mettre en œuvre des accords et de poursuivre ses réunions périodiques.

15. Le Ministre des Affaires étrangères de la République Islamique d'Iran a déclaré que le gouvernement de Son Excellence Docteur Seyyed Ebrahim RAÏSSI, Président de la République Islamique d'Iran, conscient des relations historiques et amicales entre les deux pays, a déployé de sérieux efforts pour développer les relations avec la République du Mali, ayant établi à cet égard des plans de développement et d'approfondissement des relations et de la coopération avec ce pays au sein du gouvernement.

16. Les deux Ministres ont ensuite invité les deux délégations à faire l'état des lieux de la coopération entre les deux pays et entreprendre les actions nécessaires en vue de relancer, consolider et diversifier cette coopération, conformément aux orientations des deux Chefs d'Etat, Son Excellence le Colonel Assimi GOITA et Son Excellence Monsieur Seyyed Ebrahim RAÏSSI.

17. Les deux Ministres se sont réjouis de l'obtention de résultats probants dans différents domaines. Ils se sont félicités de l'atmosphère empreinte de cordialité dans laquelle se sont déroulés les travaux.

18. Les deux Ministres ont décidé de créer un comité de suivi de la mise en œuvre des décisions et recommandations issues de la première session de la Commission mixte.

19. En marge de cette session, Son Excellence Monsieur Abdoulaye DIOP et Son Excellence Docteur Hossein Amir-ABDOLLAHIAN ont eu un tête-à-tête. Au cours de cette entrevue, les deux Ministres ont eu des échanges approfondis

sur les sujets se rapportant aux questions bilatérales, sous régionales, régionales et internationales.

20. En outre, le Ministre iranien des Affaires étrangères a été reçu par Son Excellence le Colonel Assimi GOITA, Président de la Transition, Chef de l'Etat. Les échanges ont porté sur les questions d'intérêt commun.

21. La Partie iranienne a remercié la Partie malienne pour l'accueil chaleureux et fraternel ainsi que les marques d'attention dont elle a fait l'objet durant son séjour au Mali, qui s'est déroulé dans un climat convivial à l'image des liens étroits de fraternité, d'amitié et de compréhension mutuelles qui unissent les deux pays, les deux Peuples et les deux Chefs d'Etat.

22. La deuxième Session de la Commission mixte de Coopération entre les deux pays est prévue en 2024 (1403) à Téhéran, en République Islamique d'Iran, à une date qui sera fixée d'accord Parties par voie diplomatique.

**Fait à Bamako, le 23 août 2022 (le 1<sup>er</sup> Shahrivar 1401).**

## ■ Daouda Bakary Kone



Date: 23 août 2022

(CROISSANCE AFRIQUE)-Le Ghana ambitionne de générer 7 millions USD par an d'ici 2023 grâce à l'exportation de légumes selon l'Agence ecofin. Il s'agit d'une information donnée par le quotidien local Business and Finance Times, Felix Kamassah, président de Ghana Vegetables, une nouvelle organisation fédérant les producteurs et exportateurs du produit.



## ■ Mohamed Salia Touré



L'enseignement est semblable à un radeau qui est fait pour traverser, mais auquel il ne faut pas s'attacher. Lorsque vous marchez, mangez et voyagez, soyez présents. Sinon vous passerez à côté de la majeure partie de votre vie.

Bouddha

Excellent début de semaine à tous.



## ■ Croissanceafrique.com



(CROISSANCE AFRIQUE)-La KfW Development Bank, agissant pour le compte du ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ), a annoncé qu'elle prévoit une enveloppe

symbolique d'environ 45 millions d'euros (44,7 millions USD) dans le fonds Partech Africa II axé sur le financement de start-up et petites et moyennes entreprises (PME) africaines actives dans les secteurs du numérique....



## ■ www.camfoot.com



De retour des Jeux de la Solidarité Islamique où ils ont décroché 3 défaites en autant de matchs, les Lions Espoirs ont plus de temps que prévu, pour préparer les éliminatoires de la CAN prévue l'année prochaine au Maroc. Guy Feutchin et son staff peuvent remercier la Confédération Africaine de Football (CAF). Après les mauvaises performances réalisées aux récents Jeux de la Solidarité Islamique en Turquie (3 défaites en 3 matchs), le sélectionneur de l'équipe nationale des moins de 23 ans a tout un mois supplémentaire devant lui pour préparer les éliminatoires de la CAN U23, Maroc 2023....



## ■ Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne

AUDIENCE DU PRÉSIDENT CSDM

Après 4 mois d'absence au Mali, de retour de sa base en République de Guinée, le Président du Csdm a accordé une audience aux responsables du Conseil Pays CSDM/Espagne en ce jour Mardi 23 août 2022. Il s'agissait de Mrs Kassim Diarra Vice-Président et Chiaka Traore chargé des questions juridiques et constitutionnelles tous du Csdm Espagne.

L'audience a porté sur les différents points abordés par les hôtes du jour : Sollicitation d'une visite du Président CSDM au Mali en Espagne



; l'ouverture d'un vol direct entre Mali et Espagne (Madrid Bamako)  
; voire une possibilité d'adhérer les maliens établis en Espagne pour faire bénéficier des services de l'AMO par les parents résidents au Mali.

À son tour, le Président du CSDM a profité de l'occasion de faire la restitution des ANRs responsables du CSDM Espagne par rapport à la mise en œuvre des recommandations.



## Financial Afrik



En Zambie, Barrick Lumwana, filiale de Barrick Gold en collaboration avec le programme de croissance accélérée pour les micro, petites et moyennes entreprises et le Centre d'accès à l'entrepreneuriat féminin, a officiellement lancé le 19 Août dernier le programme 10X Business Accelerator au Lumwana Premier Resort à Manyama, dans la localité de Kalumbila.



## Boubacar Sacko



- Votre famille ne sait pas combien de difficultés et de pression vous traversez dans votre vie quotidienne ou dans votre travail.
- Et votre travail ne connaît pas les circonstances de votre vie et de votre maison.
- Vos collègues, vos amis et proches ne comprendront pas l'ampleur des nouvelles et anciennes responsabilités qui sont au-dessus de vous. En gros, personne ne ressent pour vous sauf vous-même. Per-

sonne ne comprendra ce que vous vivez vraiment et ils n'apprécient probablement pas les efforts.  
Continue juste à continuer... Bats-toi... prends soin de toi



## Casimir Sangala



Livreurs, chauffeurs de mototaxi, grilladins de poulets, organisateurs d'événements sociaux...tendance emploi à Bamako.

Guinée : l'ancien ministre Louncény Camara meurt en détention malgré les appels pressants de sa famille pour qu'il soit évacué.

Equipe de football du Bénin: les Écureuils n'existent plus, place désormais aux Guépards.

Surcharge d'informations, surcharge cognitive, épuisement par saturation du cerveau & brouillard mental. Attention aux réseaux sociaux où circulent infos & versions. Attention !

Cameroun : un buffet de mariage empoisonné fait 20 morts dont les mariés.

## ASSEP-Mali



Association des Éditeurs de Presse Privée (ASSEP)  
Carnet d'audience N° 0020

Le Président de l'Association des Éditeurs de Presse Privée (ASSEP), M. Ousmane DAO, entouré des membres de son bureau, a reçu en audience à son siège à l'ACI-2000, ce 22 Août 2022, le Directeur Général de l'École Supérieure de Journalisme et des Sciences de la Communication (ESJSC), Docteur Aboubacar MAIGA, accompagné de son Secrétaire Général, M. Mohamed DIARRA.

Au programme de cette visite : un tête-à-tête entre le Président DAO et le Directeur Général de l'ESJSC ; une visite guidée des locaux de l'ASSEP et des échanges entre les deux délégations réunies.

Au cours des échanges, il a été question de la formation continue des journalistes et de partenariat gagnant-gagnant-gagnant entre l'ASSEP et l'ESJSC. Sur ce point, Ousmane DAO, après avoir félicité le DG MAÏGA pour sa nomination, a formulé ses vœux de meilleure réussite de sa mission à la tête de l'ESJSC.

Il a poursuivi en laissant entendre que, qui parle d'école parle de formation. « La formation continue est au cœur de notre mandat », a-t-il précisé.

Concernant le partenariat entre l'ASSEP et l'ESJSC, le Président DAO a rappelé que l'ASSEP est au cœur l'ESJSC en tant que membre de ses Conseils d'Administration et Pédagogique.

Le DG de l'ESJSC, très heureux de l'accueil mais pas surpris, a à son tour félicité le Président DAO et son bureau pour leur brillante élection. Il a remercié la presse de façon générale et l'ASSEP en particulier pour avoir toujours relayé les décisions du Conseil d'Administration et les activités du Comité pédagogique de l'ESJSC. « Je félicite mon prédécesseur, le Pr. Alassane DIAKITÉ pour m'avoir conseillé d'aller voir les partenaires de l'école », a ajouté M. MAIGA. M. Ousmane DAO a enfin rassuré son hôte de la disponibilité de l'ASSEP à contribuer pleinement à la réussite des missions de l'ESJSC dans un partenariat mutuellement avantageux. Une convention de partenariat prendra en compte les préoccupations des deux parties. Fait à Bamako, le 22 Août 2022

Le Secrétariat Administratif



## ■ Abdoulaye Bah



Je comprends l'embarras de Macron et de Ouattara qui se sont laissés aveugler par leur haine contre Assimi, en prenant de tels risques. Ils vont le payer très chers.

## ■ Bart Ouvry



Un baobab de la vie artistique malienne vient de nous quitter. Amahiguéré Dolo était un sculpteur et plasticien d'une grande sensibilité, ancré dans les traditions ou même le terreau malien mais aussi d'une grande liberté dans sa démarche artistique. Très heureux d'avoir pu le croiser récemment à Segou et d'avoir une œuvre superbe de sa main dans notre collection. Que la terre lui soit légère.



Dernier jour de travail au Mali de mon excellent adjoint Salvador Pinto Da França, qui prendra bientôt ses fonctions d'Ambassadeur UE au Niger. Salvador est un homme passionné par son travail, généreux et fin stratège. Ce Sahélien & Européen manquera à moi et à tous ses nombreux amis au Mali.



## L'Union européenne au Mali



19 Août : Journée mondiale de l'Aide humanitaire

C'est l'occasion de rendre hommage aux acteurs de terrain qui évoluent dans un contexte difficile au quotidien afin de venir en aide aux populations vulnérables.

Au Mali, l'aide humanitaire de l'UE contribue à répondre aux besoins les plus urgents des populations déplacées et vulnérables, dans les zones fragiles ou de conflit. L'UE considère que la protection des civils est un aspect essentiel de sa réponse fondée sur les besoins et adaptée aux conditions du conflit.

L'assistance comprend (i) une aide alimentaire, (ii) la distribution d'articles de première nécessité/d'un hébergement d'urgence, (iii) des soins de santé et de nutrition, notamment un accès aux soins de santé primaires et secondaires, (vi) une protection et un soutien psychosocial, (v) une éducation pour les enfants et (v) une coordination humanitaire et un accès aux lieux reculés pour les travailleurs humanitaires.

En 2022, l'aide humanitaire de l'UE pour le Mali représente 25,9 milliards de FCFA.

#JournéeMondialeHumanitaire

#EUHumanitarianAid



## Gouvernement du Mali



DES MEMBRES DE LA COMMISSION D'ORGANISATION DU FESTIVAL INTERNATIONAL PANAFRICAIN DE NGUÉKOKH (SÉNÉGAL) REÇUS EN AUDIENCE AU MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ ET DE LA PROTECTION CIVILE

Le Secrétaire Général du Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile, M.Oumar SOGOBA a, au nom du Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, le Général de Brigade Daoud Aly MOHAMMEDINE, reçu en audience, cet après-midi, des jeunes maliens membres de la Commission d'organisation du Festival International Panafricain de NGUÉKOKH au Sénégal. Ils étaient venus pour faire part au Ministre de leur volonté de se rendre, très prochainement, au Sénégal afin de participer, activement, au Festival suscité. Également, solliciter un encadrement sécuritaire de leur délégation lors du voyage sur le Sénégal. Ce grand rassemblement de la jeunesse panafricaine, qui sera à sa 7ème édition, aux dires des hôtes, a nommé le camarade Kéba DIALLO du Mali au titre d'Ambassadeur du Festival et le Mali

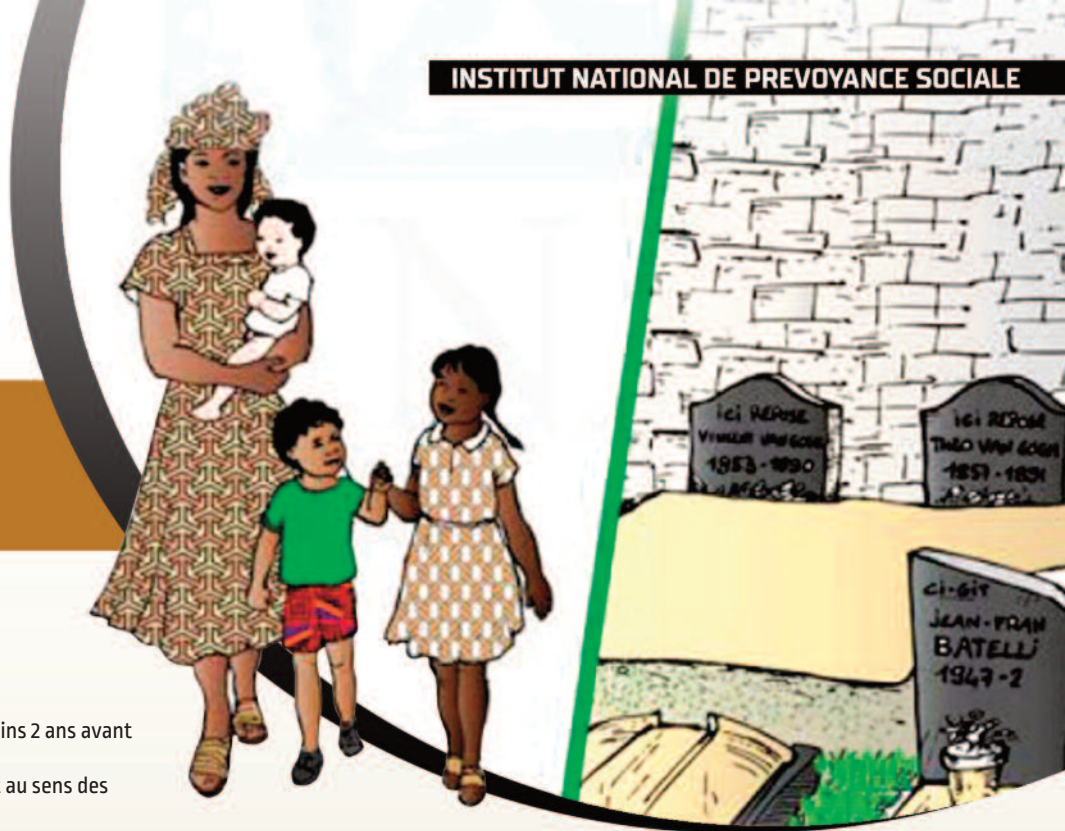
comme PAYS D'HONNEUR. Ledit festival, qui se tiendra du 1er au 20 Octobre 2022 au Sénégal, verra la participation de 54 pays invités et a pour thème central « LE DEFI DE L'ESSOR D'UNE INDUSTRIE AFRICAINE ». Selon ces jeunes panafricanistes maliens, ils voudraient, à l'occasion de cette rencontre, porter haut la voix du Mali devenu, aujourd'hui, grâce au leadership des autorités de la Transition, un modèle voire une référence pour la renaissance africaine. S'adressant aux jeunes, le Secrétaire Général, M.Oumar SOGOBA les a d'abord remerciés pour leur démarche qui denote, selon lui, d'une certaine maturité teintée de sagesse. Il a aussi exhorté les jeunes à une participation qui fera davantage honneur au peuple malien, à travers un comportement et un discours dignes de responsabilité. Le Secrétaire Général a, pour conclure, rassuré ses hôtes qu'un compte rendu fidèle en sera fait au Ministre. À noter que pour cette audience, le Secrétaire Général, M. Oumar SOGOBA était assisté du Chef de Cabinet, le Commissaire Divisionnaire Seydou Mamadou DOUMBIA, des Chargés de Mission, Amadou Mahamane Sangho et Assitan HAÏDARA.



Le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Son Excellence Monsieur Abdoulaye DIOP vient d'accueillir, ce soir 22 août, à l'aéroport international Modibo KEITA - Senou, son Homologue iranien, Son Excellence Docteur Hossein Amir ABDOLLAHIAN. Le Chef de la diplomatie iranienne est en visite de travail à Bamako, dans le cadre de la première session de la Commission mixte entre la République du Mali et la République Islamique d'Iran. Bureau de l'information et de la presse/MAECI



# L'allocation de survivant



## Conditions d'ouverture du droit :

Pour la conjointe, avoir contracté mariage au moins 2 ans avant le décès de l'assuré ;

- pour les orphelins, être à la charge du défunt au sens des allocations familiales.

## Les pièces constitutives du dossier de la demande d'allocation de solidarité

Pièce à fournir	Responsable / Autorité de délivrance	Responsable du remplissage
Jugement d'hérédité	Tribunal	Tribunal
Acte de décès	Autorité administrative	Autorité administrative
Demande de d'allocation de survivant	Sur imprimé officiel fourni par l'INPS	L'assuré
Certificat d'emploi et de salaires	Sur imprimé officiel fourni par l'INPS	Le dernier employeur, éventuellement rempli par les précédents sur des imprimés distincts lorsque l'assuré a fait moins de 8 ans chez le dernier employeur.
Certificats de travail	Tous les employeurs de l'assuré	Chaque employeur de l'assuré doit un fournir un certificat de travail
Certificat de vie	Autorité administrative	Autorité administrative
Justificatifs des rémunérations perçues	Employeur	L'employeur (bulletins de salaire, indemnité de départ à la retraite, etc.)
Certificat de vie des enfants de 1 à 13 ans	Autorité administrative	Autorité administrative
Certificat de fréquentation scolaire des enfants de 14 ans plus.	Autorité scolaire	Autorité scolaire
Pièces d'états civils non déclarées au moment de l'immatriculation	Autorité administrative	Autorité administrative : - pièces état-civil des enfants non déclarés par l'assuré - pièces état-civil des mariages non déclarés par l'assuré.

## Calcul de l'allocation de solidarité

L'allocation de survivants est calculée sur la base des éléments ci-après :

- la rémunération mensuelle moyenne (RMMaa) des années d'activité ;
- le taux d'annuité (TA) qui est fixé par la loi à 2% ;
- le nombre minimal d'années d'activité salariée ayant donné lieu à cotisation pour avoir une pension ou durée d'assurance minimale (DA) de 13 ans ;
- le nombre d'années d'activité salariée ayant donné lieu à cotisation converti en semestres (SA).

Le montant de l'allocation de survivants, se répartit de la même façon que les pensions de survivants, sobtient en appliquant à la pension la formule suivante :

$$AS = RMMaa \times DA \times TA \times SA$$

Exemple :

Un assuré comptant 5 années d'activité salariée ayant donné lieu à cotisation qui a eu une rémunération totale de 9 463 616 FCFA au cours de ses années d'activité.

L'allocation de survivants se calcule comme suit :

- arémunération mensuelle moyenne des années d'activité (RMMaa) : 9 463 616 FCFA : 60 = 157 726 FCFA
- le taux d'annuité (TA) : 2%
- la durée d'assurance minimale (DA) : 13 ans
- le nombre d'années d'activité salariée ayant donné lieu à cotisation converti en semestres : 10 semestres
- le montant de l'allocation de survivants est de :  
 $157726 \text{ FCFA} \times 2\% \times 13 \times 10 = 410\,090 \text{ FCFA}$

## Date d'effet :

l'allocation de survivants prend effet le premier jour du mois civil qui suit la date de réception de la demande de liquidation de la retraite.

## Arcane politique : FASODE, le parti mort-né de me Bathily



**C**réé il y a seulement six mois et méconnu du grand public malien, le front africain pour la solidarité et la démocratie (FASODE) de Me Mohamed Ali Bathily se vide déjà. Une centaine de personnes claquent la porte du parti. Une décision justifiée par « le manque de vision politique » du président.

“L’abandon en plein vol”. C’est ce que l’ancien ministre de la Justice et des Droits de l’Homme, Me Mohamed Ali Bathily vient d’être de vivre. Une centaine de membres fondateurs du Fasode, des coordinateurs régionaux et communaux viennent de jeter l’éponge. Raisons avancées : “l’incohérence politique” de Me Mohamed Ali Bathily, le “mépris” de ce dernier à l’endroit de ses camarades membres du parti.

En effet, selon une source proche des démissionnaires, Me Bathily a été saisi à travers un huissier pour lui notifier la démission collective d’une centaine de membres du parti. « A peine qu’il a vu le jour en février 2022, le parti de l’avocat au Barreau du Mali, Me Mohamed Ali Bathily, a enregistré un bon nombre de lettres de démission via à un huissier de justice », nous apprend un des démissionnaires. Selon lui, c’est le “manque de vision politique” de Me Bathily qui a suscité tous ces départs. Visiblement très remonté contre celui en qui ils ont porté leur confiance, certains de ces démissionnaires accusent l’ancien soutien et opposant à IBK de ne pas être capable de travailler dans un groupe. Il est reproché au membre du Comité stratégique du M5 Malikura de ramener tout à sa personne, de prendre les décisions “unilatérales”. « Bathily déclare son opinion dans les médias au nom du parti sans que ledit sujet ne fasse l’objet de discussion au sein de l’instance décisionnelle du parti », rapporte un des démissionnaires, ancien proche collaborateur de Me Bathily. Les anciens amis de l’avocat ne lui font même plus de cadeau. Ils l’accusent d’être “indiscret” et “incohérent”. « Un homme politique indiscret et incohérent dans ses propos, Me Mohamed Ali Bathily engage le parti dans les mouvements d’un autre sens sans le consentement des membres », précise la note mise à notre disposition. Selon la même source, avec ces démissions massives, le FASODE perd plus de 2/3 de ses membres dans les circonscriptions de Kati, Kou-tiala, Kangaba, Sévaré, Marakacoungo, Kalaban-Coro et les 6 communes du district de Bamako.

Ces démissionnaires qui l’accusent d’avoir goûté à tous les régimes, prévoient une conférence en début septembre.

B. Guindo / Source : LE PAYS

## MALI-USA : Renouvellement de la convention pour la protection des biens culturels



Depuis 1993, un accord bilatéral existe entre le Mali et les Etats-Unis afin de protéger les biens culturels du Mali contre les pillages et trafic illicite. Le lundi 22 août, les deux États ont renouvelé cet accord pour la septième fois à Bamako.

**L**e Mali et les Etats-Unis ont renouvelé ce lundi 22 août et ce pour la septième fois l’accord qui les lie relatif à l’imposition de restrictions à l’importation de certaines catégories de biens archéologiques et ethnologiques en provenance du Mali. L’objectif est de permettre au Mali, de conserver ses trésors et patrimoine culturel des pillages ou trafic illicite. Cela vise à réduire l’incitation au pillage des biens culturels maliens en accompagnant le Mali avec des ressources financières, scientifiques et techniques. Après la signature de l’accord, le ministre de la Culture et l’ambassadeur des Etats-Unis au Mali ont assisté à un vernissage sous le thème “ protégeons nos biens culturels pour les générations futures ”. Une exposition qui met en valeur les objets archéologiques saisis par la douane américaine et retournés au Mali dans le cadre de cet accord bilatéral.

Pour le gouvernement des États Unis au Mali, cet accord renforcera les liens qui existent entre les États Unis et le Mali. “Ce partenariat est important car il permettra à tous les Maliens de connaître leur histoire et de créer un pays plus stable fondé sur la diversité culturelle.”

Dans cette convention, Il est également question à travers des expositions de biens culturels du Mali d’informer, d’inciter les générations futures à mieux connaître leur pays et de sensibiliser les populations à lutter contre le pillage des sites archéologiques et la vente illicite des biens culturels. Cette exposition a aussi servi de cadre pour lancer pour la première fois au Mali le site d’une exposition virtuelle qui permettra aux Maliens de l’extérieur de découvrir les biens culturels du pays.

Source : Journal du Mali

Abonnez vous à votre journal numérique

# Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp: 70 44 22 23 / Email: ampikile@gmail.com

Site : www.malikile.com



## Concours d'entrée à l'ENA : 16% accordés à la CMA



Le ridicule ne tue plus dans ce pays. En plus de l'intégration de 26 000 éléments de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) dans l'armée et dans la fonction publique de l'État, l'organisation terroriste aurait obtenu des autorités de la transition une autre intégration. Elle concerne cette fois-ci le concours d'entrée à l'École nationale d'administration (ENA). Elles auraient accordé 16% des admis à ce concours à la CMA qui demanderait 30%. Ce qui signifie que vingt-cinq (25) places seraient offertes gracieusement au groupe narcotraffiquant sur les 162. Contrairement aux autres enfants du pays, qui ont déjà planché sur l'épreuve de la culture générale, la CMA déposerait une liste de vingt-cinq (25) personnes de son choix. Quelle injustice ! Pour parvenir à cet accord, les négociations se seraient déroulées, la veille du concours, le 7 août dernier, à Djalakorobougou, un village situé sur la route de Ségou.

Source : L'inter de Bamako

## Recensement général de la population et de l'habitat : Enregistrement du Président de la Transition

Le Président de la Transition, SE le Colonel Assimi GOÏTA, Chef de l'État, a effectué son enregistrement, ce vendredi 19 août 2022, dans le cadre du recensement général de la population et de l'habitat. Cette opération a été effectuée par le Dr Arouna SOUGANE, Directeur Général de l'Institut National de la Statistique (INSTAT), au Palais de Koulouba.

« Le recensement général de la population et de l'habitat est une opération très importante dans la mesure où elle permet d'obtenir des informations fiables sur l'ensemble du pays, notamment les effectifs de nos populations, le nombre de ménages, le nombre d'infrastructures sociales de base », a expliqué le Président GOÏTA, après son enregistrement.

Le Chef de l'État rassure que les résultats qui seront obtenus, au cours de cette opération, vont permettre au Gouvernement de travailler à l'amélioration des conditions de vie de nos populations.

Le Président de la Transition a saisi l'occasion pour remercier les partenaires techniques et financiers qui ont voulu accompagner le Gouvernement malien dans ce processus de recensement. Aussi a-t-il

## Coopération Mali-Iran : Le Président de la Transition a reçu une délégation iranienne



Le Président de la Transition, SE le Colonel Assimi GOÏTA, Chef de l'État, a accordé une audience, ce mardi 23 août 2022, au ministre des Affaires étrangères de la République islamique d'Iran, Son Excellence Docteur Hossein Amir ABDOLLAHIAN, en visite de travail au Mali. Les échanges ont surtout porté sur le renforcement de la coopération entre les deux Pays, dans divers domaines. À sa sortie d'audience, le diplomate iranien a confié avoir fait au Président GOÏTA un compte-rendu des activités de la Commission mixte de coopération entre la République du Mali et la République islamique d'Iran. Au menu des échanges, aussi le renforcement de la coopération entre les deux pays, dans les domaines scientifiques, technologiques, agricoles et économiques. Les deux pays entendent également développer leur coopération dans la lutte contre le terrorisme. Son Excellence Docteur Hossein Amir ABDOLLAHIAN rassure que le peuple malien sera témoin de l'accélération des rapports bilatéraux entre les deux républiques. Les échanges entre les deux pays vont s'accroître, a-t-il indiqué avant de préciser qu'il sera procédé, dans les plus brefs délais, au transfert de technologies au Mali.

Source : CCOM Présidence de la République



remercié les agents recenseurs pour tous les efforts consentis. Tout en remerciant également les Maliens d'avoir accepté de répondre aux questionnaires du recensement, le Chef de l'État a invité les citoyens qui ne sont pas encore recensés de s'adresser au bureau central de recensement. Dr Arouna SOUGANE a annoncé que les premières estimations de l'effectif de la population malienne seront connues au cours du premier trimestre 2023.

Source : CCOM Présidence de la République

## Conseil Supérieur de la Fonction Militaire : Session extraordinaire sur le dossier des Anciens Combattants



La session extraordinaire du Conseil supérieur de la Fonction militaire s'est ouverte le lundi 22 août 2022, dans la salle d'audience de la Direction de la Justice Militaire. Le lancement des travaux a été présidé par le Secrétaire Général du Ministère de la Défense et des Anciens Combattants, le Général de Division Sidiki Samaké. L'Inspecteur Général des Armées, le Chef d'Etat-major Général des Armées, les Chefs d'Etats-majors et des Directeurs de services ont pris part à cette session.

L'ordre du jour de cette session extraordinaire, sous la supervision du Général de Brigade Daouda Dembélé, est la validation du projet de décret fixant le cadre de financement, le mode de gestion, les conditions d'éligibilité au titre du combattant, d'ancien combattant et de jouissance de la pension de combattant.

Les membres du conseil supérieur de la fonction militaire au nombre de 75 sont composés de militaires de tous grades confondus, des Anciens Combattants ainsi que des Militaires Retraités. Pendant 3 jours, ils examineront ce texte sensible qui concerne la prise en charge particulière des Anciens Combattants.

Le Général de Division Sidiki Samaké a souligné que les FAMA ont participé aux opérations humanitaires et de maintien de la paix à travers le monde. Compte tenu de ce sacrifice, le gouvernement a apporté des dispositions pour témoigner la reconnaissance de la nation envers les Anciens Combattants dont les conditions de vie sont moins décentes pour la plupart. A l'instar des autres Armées, l'engagement opérationnel donne un certain avantage aux anciens combattants comme la carte d'ancien combattant et une pension de combattant dont la jouissance est immédiate à la retraite.

Le Segal a exhorté les membres du conseil à faire preuve de rigueur dans l'étude du dossier très sensible soumis à l'examen qui engage tout un chacun.

Le conseil supérieur de la fonction militaire est à la fois, un cadre institutionnel de concertation des militaires et un organe de proposition dont le but est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie et de travail des militaires.

Source : FAMA

## Sécurité : Le Chef d'État-Major Général des Armées à la rencontre des hommes dans la zone de Défense n°8 et les secteurs n°5 et 4 du théâtre des opérations



Le Chef d'État-Major Général des Armées, le Général de division Oumar Diarra a effectué du 17 au 19 août 2022, une visite d'autorité dans la zone de défense n°8 notamment Sikasso ainsi que dans les secteurs n°5 de Ségou et n°4 de Sévaré. Il était accompagné dans ce déplacement par ses proches collaborateurs.

Le CEMGA était venu transmettre les salutations d'encouragement et de félicitations des plus hautes autorités aux éléments engagés sur le terrain. C'était aussi l'occasion pour lui d'informer les hommes de l'actualité du moment, de leur donner des orientations pour les prochaines opérations mais aussi et surtout de leur prodiguer des conseils.

« Maintenez la communication entre vous, les différentes corporations, pour mieux assurer la sécurisation des personnes et de leurs biens », voilà ce qu'a dit le Général Diarra en s'adressant aux différents responsables des Forces de Défense et de Sécurité. Pour juguler l'insécurité dans les régions, la cohésion, le partage d'informations et la collaboration avec les populations sont indispensables, a-t-il ajouté.

S'agissant des questions politiques en l'occurrence l'affaire des 49 militaires ivoiriens, le général Diarra a invité les chefs militaires à travailler en toute fraternité avec leurs frères d'armes dudit pays et laisser les politiques gérer la situation. Selon lui, les peuples du Mali et de la Côte d'Ivoire ne sont pas des ennemis. Le plus important pour les FAMA est de continuer à se préparer pour mieux engranger des succès sur le terrain, a-t-il insisté.

Le Général a passé au peigne fin les sujets liés aux relations des FAMA avec les partenaires notamment le départ de la Force Barkhane, le retrait du Mali du G5-Sahel et la prorogation du mandat de la MINUSMA. Il a rassuré que tout sera mis en œuvre pour que la sécurité revienne dans notre pays. Le CEMGA a également invité les responsables militaires à ne pas se laisser manipuler par certains individus qui tentent désespérément de semer la discorde au sein des Forces Armées et de Sécurité (FDS). Selon lui, l'armée malienne est une mosaïque d'ethnies dont chaque élément constitue un maillon important. Le général a évoqué aussi l'importance du respect des conventions de Droit de l'Homme et du Droit International Humanitaire par les FDS.

Source : FAMA

## Révision constitutionnelle : Le RCDP préconise un régime parlementaire

Cheick Aliou Soumaré, président du Réveil Citoyen pour la Démocratie et le Progrès (RCDP) préconise l'adoption du régime parlementaire dans l'élaboration de la nouvelle Constitution du Mali afin de résoudre la crise sécuritaire et amorcer un développement socio-économique harmonieux. C'était au cours d'une conférence de presse qui s'est tenue à la bourse du travail.

**A**u cours de son allocution, le président du RCDP, Cheick Aliou Soumaré a déclaré que pour le bonheur du peuple malien, il urge d'éradiquer complètement la corruption à travers la refondation de la démocratie représentative. « **Cela permettra ainsi à un contrôle plus accru de l'action politique des gouvernants par les représentants de la population, par la société civile et par tout citoyen malien** » a-t-il dit.

« **Nous aspirons fortement le meilleur régime politique démocratique pour le Mali afin qu'il sorte du tréfond de sa grave crise actuelle** », a-t-il ajouté.

En effet, il a rappelé qu'à l'avènement de la démocratie suite à la révolution populaire de mars 1991, le Mali s'est engagé dans la démocratie en adoptant malheureusement un régime politique de démocratie présidentielle. « **Un Régime dans lequel le président élu, a le plein pouvoir politique. Hélas, l'exercice de ce pouvoir au Mali s'est avéré autocratique au point que les autres institutions de la république sont devenues comme des simples caisses de résonance** », a-t-il regretté.

Ce qui lui fera dire qu'il est temps pour les Maliens d'ouvrir les yeux et de choisir le meilleur système pour notre pays afin de le tirer du tréfond de sa crise et qu'il rayonne encore une fois dans le cœur de l'Afrique. En outre, Cheick Aliou Soumaré a salué les actions « nobles et patriotiques » des autorités de la Transition dans la lutte contre les forces du mal visant tout simplement à maintenir notre pays dans l'asservissement d'un pays tiers.

De même, il s'est réjoui de la clairvoyance du président de la Transition, Assimi Goïta et son Premier ministre, Dr Choguel Kokala Maïga pour la mise en place d'une commission de rédaction de l'avant-projet de la nouvelle constitution du Mali.

Maffenin Diarra





## Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

# BON A SAVOIR

### ■ C'EST QUOI L'ENRICHISSEMENT ILLICITE ?

L'enrichissement illicite est :

- l'augmentation substantielle du patrimoine d'un agent public sans rapport avec ses revenus légitimes, ou
- le train de vie que mène cet agent sans rapport avec ses revenus légitimes.

### ■ C'EST QUOI LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est la liste détaillée des revenus et des biens qui appartiennent à un agent public, transmise par cet agent aux autorités compétentes pour analyse et exploitation conformément à la loi.

### ■ QUI DOIT FAIRE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens concerne les personnalités suivantes : présidents d'institution, ministres et assimilés, présidents et membres des autorités administratives indépendantes, députés ou maires, autres ordonnateurs ou comptables publics, directeurs généraux, présidents d'établissement public, directeurs généraux, nationaux ou régionaux des services de l'Etat, magistrats, chefs d'état-major des armées, responsables de la passation de marchés publics, responsables des services financiers, d'assiette ou de recouvrement.

Les personnalités concernées sont environ 8 000.

### ■ OÙ FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est faite auprès du président de la Cour suprême. En retour, cette autorité délivre un récépissé à l'auteur de la déclaration de biens.

### ■ QUELS SONT LES REVENUS ET BIENS À DÉCLARER ?

- les revenus : salaires, indemnités, primes, autres accessoires de salaires, héritages, libéralités légalement reçues ;
- les biens meubles : véhicules, meubles et bijoux de valeur, objets d'art, comptes bancaires, argent en espèces, actions, parts sociales,
- les biens immeubles : maisons d'habitation, immeubles commerciaux ou professionnels, champs, vergers, animaux, terrains nus.

Tous les revenus et biens doivent être déclarés, qu'ils soient situés au Mali ou à l'étranger.

### ■ QUELLES SONT LES PIÈCES JUSTIFICATIVES DE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

Les revenus et les biens déclarés doivent être soutenus par des pièces justificatives comme les titres fonciers, les lettres d'attribution, les concessions rurales, les concessions urbaines, les relevés de comptes bancaires, etc.

### ■ QUAND FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens doit être faite par l'agent public concerné :

- au début de la fonction ou du mandat qui crée l'obligation de déclaration de biens ;
- chaque année, au plus tard le 31 décembre ;
- à la fin de la fonction ou du mandat.

Le formulaire de déclaration de biens est téléchargeable en cliquant

[www.oclei.ml](http://www.oclei.ml)

<https://www.facebook.com/Office-Central-de-Lutte-Contre-l-Enrichissement-Illicite>

# Violations et abus des droits de l'homme : Le CCODDH s'engage

**Le Cadre de Concertation des Organisations de Défense des Droits de l'Homme (CCODDH) a préconisé un engagement collectif contre les violations et abus des droits de l'homme. Ainsi, l'organisation faitière a formulé plusieurs recommandations pour venir à bout de ce mal. C'était en la faveur d'une conférence de presse qui s'est tenue hier mardi à la Maison de la Presse.**

**L**e Cadre de Concertation des Organisations de Défense des Droits de l'Homme (CCODDH) est le dispositif de protection et de promotion des droits de l'homme au Mali mis en place par l'ONG droits de l'homme au quotidien (DHQ-Mali), le regroupement des jeunes pour les droits humains et la gouvernance et l'association des élèves et étudiants pour la lutte contre le racisme et l'ethnocentrisme au Mali.

D'après le Coordinateur du CCODDH, Mamadou Lassine Diarra, la pratique de l'esclavage est un abus grave des droits de l'homme et est contraire aux dispositions pertinentes de l'article 2 de la Constitution du Mali. Il a rappelé également que « l'esclavage par ascendance » n'est aucunement culturel au Mali, car aboli depuis 1222 par la Charte des chasseurs. Il est plutôt la volonté d'asservissement et d'avalissement d'une personne par une autre, a-t-il indiqué.

Ainsi, il a souligné que le cadre de concertation, à l'instar de toutes les organisations de défense et des défenseurs des droits de

l'homme, a été choqué par l'assassinat de Diougou Sidibé, dans le village de Lany, cercle de Kayes pour des raisons présumées de l'esclavage par ascendance.

De ce fait, il a réaffirmé le soutien de son organisation aux actions judiciaires en cours en vue de l'arrestation des présumés auteurs et leur traduction devant la justice.

Poursuivant dans le même sens, il a dénoncé les attaques lâches et barbares perpétrées contre les FAMA. A cet égard, il a invité les populations à davantage collaborer avec les Forces de Défense et de Sécurité afin de leur permettre d'assurer efficacement leur sécurité. Il précisera que les attaques dirigées contre les civils et leurs biens constituent des abus graves et constituent des crimes imprescriptibles.

De même, le conférencier a dénoncé le nombre élevé de mortalité maternelle dont les causes sont, pour la plupart, liées à des fautes professionnelles plutôt que matérielles.

Par ailleurs, il a précisé que son organisation se réjouit des innovations prévues dans le

cadre de la relecture du Code pénal et du Code de procédure pénale. Ces innovations concernent, entre autres, la prise en compte des Violences Basées sur le Genre (VBG), de la pratique de l'esclavage par ascendance, de la question des mineurs face au terrorisme.

Au regard de toutes ces observations, le Cadre de Concertation des Organisations de Défense des Droits de l'Homme a recommandé aux autorités, la poursuite des efforts de protection des personnes victimes de « l'esclavage par ascendance », l'adoption d'une loi spécifique criminalisant la pratique de « l'esclavage par ascendance », la prise de mesures fortes contre les responsables chargés de la délivrance des documents administratifs, agissant en violation de la loi. En outre, le CCODDH demande la poursuite des efforts de sécurisation des personnes et des biens sur l'ensemble du territoire national, dans le respect des droits de l'Homme et du droit International Humanitaire, l'institution de mécanismes de plaintes des citoyens, de traitements ainsi que de suivi des plaintes contre les fautes professionnelles, s'ils ne le sont pas encore, pour protéger la garantie de l'accès à la santé. Enfin, la vulgarisation et l'information du public dans toutes les langues nationales sur les voies et moyens dont disposent les citoyens contre les mauvaises pratiques dans les centres de Santé et en milieu hospitalier et assurer le respect et le suivi des mesures adoptées pour faire face à la cherté de la vie.

■ Maffenin Diarra



# CCVVDH.org

**Collectif Contre les Violation des Droits Humains**

# Cauchemar des usagers sur l'axe Sanankoroba-Tourtela-Dangassa : Le réquisitoire de Bacary Camara

Bacary Camara, journaliste, dénonce la forte dégradation de l'axe Sanankoroba-Tourtela-Dangassa, faute d'entretien, et interpelle vigoureusement le maire de Sanankoroba, sa commune.



D'une superficie de 617 Km<sup>2</sup>, la commune rurale de Sanankoroba, dans le cercle de Kati, est située à une trentaine de kilomètres de la capitale. L'axe routier reliant Sanankoroba, le chef-lieu de la sous-préfecture, à Tourtela et Dangassa est, depuis un bon moment, un cauchemar pour les usagers. Les multiples cris d'alerte n'y ont rien changé déplore Bacary Camara, éminent journaliste et non moins originaire de la localité.

## "Elephant Blanc"

Cette situation, à son avis, ne pourrait s'expliquer que par l'indolence du maire de Sanankoroba, surtout si l'on se réfère à l'une de ses récentes réalisations. Il s'agit de la construction, sur fonds propres de la mairie, à hauteur de cent millions de francs CFA, d'un Centre de secours pour la protection civile (un service de l'État). En lieu et place des projets plus ur-

gents et prioritaires dans la commune ! « Le maire qui perçoit des taxes sur les camions-bennes responsables de cette profonde dégradation reste plutôt préoccupé par les conditions de sa propre réélection à la tête d'une commune où il règne en véritable maître. A 1km de là, un enfant peut succomber à un incendie ou mourir noyé dans un puits, car aucun véhicule de la protection civile ne peut y accéder à cause de l'état de dégradation indescriptible de cette voie», explique-t-il. Camara dénonce aussi la situation de l'école de Nienguécoura. « A Nienguécoura, un village situé à 20 km de Sanankoroba existe la première école publique de la région, vieille d'une soixantaine d'années. Mais, le maire continue d'ignorer son existence, par orgueil personnel, par souci de revanche électorale car depuis son élection en avril 2009 à la tête de la commune, à ce jour, il n'a jamais visité cette école, ni ses services concernés».

Ce n'est pas tout, le journaliste a rappelé que le maire a organisé, il y a quelques jours une session extraordinaire du conseil communal dans la salle de délibération de la mairie de Sanankoroba. Cette session a statué sur les sujets visant uniquement à renforcer la popularité du maire pour les prochaines élections. La preuve : les points inscrits à l'ordre du jour portent sur la construction et l'équipement du Centre secondaire d'Etat-civil de Banankoro, l'organisation des festivités de 22 septembre 2022 dans la commune rurale de Sanankoroba, la construction d'un centre de formation professionnelle avec des filières (mécanique-auto, électricité bâtiment et photovoltaïque, maçonnerie, construction métallique, menuiserie aluminium, machinisme agricole, coupe et couture) la réalisation d'un forage dans l'enceinte du Centre de secours de la protection civile de Sanankoroba, l'extension du siège de la mairie, la construction de trois salles de classes équipées et la clôture de l'école de Sanankoroba, l'identification et la fermeture de tous les bars non autorisés de la commune de Sanankoroba.

## Le 3ème mandat...

Pour Bacary Camara, le principal objectif de cette session est de préparer avec intelligence et malice sa réélection à la tête de la commune pour un troisième mandat. «Les élus municipaux ont voté oui à la majorité les points suscités. Par ailleurs, les conseillers ont voté contre l'autorisation de transfert d'activités touristiques du restaurant-bar Saint-Patrice de Baco-Djicoroni ACI dans le village de Banankoro. Cette opération de séduction a bel et bien commencé avec la construction d'un "Elephant Blanc", c'est-à-dire le Centre de secours de la protection civile de Sanankoroba. Ce n'est pas un hasard que tous les principaux points inscrits à l'ordre du jour soient essentiellement réservés à Sanankoroba et Banankoro. L'électorat si insignifiant en termes de voix électorales dans plusieurs villages de la commune ne peut pas être d'une grande utilité pour lui assurer sa réélection. L'électorat de Sanankoroba à lui seul représente la somme des électeurs de plusieurs villages de la commune », a-t-il dévoilé.

Binafou Dembélé, stagiaire  
Source : Le Challenger

## Centre d'instruction de Bapho : Plus de 200 malades, des démissions et fausses couches

Après 20 jours passés au Centre d'instruction de Bapho, les nouvelles ne sont pas du tout bonnes. Sur un effectif total de 807 fonctionnaires nouvellement admis au concours national de la Fonction publique et envoyés pour la formation militaire de base, plus de 200 sont indisponibles. Motifs : abandon pour cause de manœuvre intense, maladies et cas de crises répétitives. Deux cas de fausses couches dont un grave évacué sur l'hôpital de Ségou. Oui à la formation militaire de base, mais le danger est là lorsque les candidats ne sont pas recrutés sur les exigences militaires.



**S**i rien n'est fait pour non seulement réduire la durée de cette formation, le risque de transformer la joie de certaines familles en cauchemar est très grand. Des nouvelles parvenant de l'autre côté de Ségou au centre d'instruction de Bapho où se tient actuellement la formation militaire de base des nouveaux fonctionnaires récemment admis au concours national ne sont pas du tout rassurantes.

En effet, depuis le 2 août 2022 dernier, la 3e cohorte du Service national des jeunes a été lancée à l'ex- SNJ sise à Djicoroni Para par les ministres ministre de la Jeunesse et des Sports, chargé de l'Instruction civique et de la Construction citoyenne, M. Mossa ag Attaher et celui de la Fonction publique et du Dialogue social, Mme Diawara Awa Paul Diallo. Les 807

éléments dont 281 personnels féminins admis à la Fonction publique suivent actuellement une formation commune de base et morale. Le ministre de la Jeunesse et des Sports, chargé de l'Instruction civique et de la Construction citoyenne, M. Mossa Ag Attaher lors du départ des récipiendaires pour le centre d'instruction de Bapho, avait rappelé aux candidats les missions du Service national des jeunes (SNJ) qui ont pour but de parfaire l'éducation, la formation civique, physique, et professionnelle des jeunes en vue de leur participation entière au développement économique, social, et culturel ainsi que leur mobilisation pour les besoins de la défense du pays.

La formation commune de base vise à forger et façonner des jeunes pétris du sens de la

maîtrise et de la connaissance de soi. Elle porte sur la formation morale en vue de développer les réflexes de la citoyenneté, l'esprit civique, le loyalisme, le sentiment patriotique et la culture du don de soi. Le ministre a mis en exergue la lumineuse vision de la reprise du Service militaire obligatoire par les plus hautes autorités du Mali pour les fonctionnaires à travers le SNJ.

### L'inadéquation de la formation avec les conditions de recrutement

Nul ne peut contester le fait que les autorités ont décidé de la reprise du Service militaire obligatoire pour les fonctionnaires à travers le Service national des jeunes. Mais la réalité est

que depuis 20 jours, ces jeunes fonctionnaires suivent la formation militaire aux détails près au Centre d'instruction de Bapho. Et le constat est sans appel après ces 20 jours de formation. Plusieurs candidats sont inaptes à la formation.

Selon nos sources, il y a plusieurs malades après la deuxième visite médicale faite au Centre. À cela s'ajoutent plusieurs cas de maladies provoqués par les manœuvres intenses, dont des cas de crises répétitives. Notre source a révélé deux cas de fausses couches dont un grave ayant nécessité une évacuation vers l'hôpital de Ségou pour des soins appropriés. Et le plus scandaleux, la source révèle que le médecin-chef de l'imprimerie du camp n'a pas à sa disposition rien que des paracétamols et ibuprofènes.

Le premier national de la statistique, dépassé par les manœuvres militaires, a abandonné ses camarades en pleine journée sous le coup de la fatigue. Il dit préférer sa santé à la Fonction publique. Le candidat a décidé de quitter le Centre d'instruction de Bapho en remettant le matériel militaire qui lui avait été remis (kit

complet) pour la formation aux instructeurs. Malgré le fait qu'il y a plusieurs malades dans l'effectif, l'encadrement ne fait pas baisser les manœuvres. Une situation qui est due à plusieurs facteurs. Non seulement ces fonctionnaires n'ont pas été recrutés sur la base des exigences militaires, mais aussi, certains candidats sont sous le coup de l'âge avancé.

### Réduire la durée de la formation et faire un rappel

Face aux difficultés auxquelles les nouveaux fonctionnaires sont confrontés, il y a la nécessité de revoir la durée de la formation, les conditions salariales et sanitaires. Au-delà des souffrances physiques, les candidats n'ont pas le moral au beau fixe à cause du fait que pour les 6 mois que durera la formation, il n'y aura pas de rappel comme s'ils n'étaient pas encore en fonction.

Alors que nombreux sont les chefs de famille à avoir abandonné leurs petits boulots après ce concours pour suivre cette formation. Les familles seront laissées pour compte durant

6 mois. Comment ces familles pourront-elles s'en sortir en l'absence des pères de famille ? Les candidats attendent aujourd'hui la clémence des autorités et appellent les ministres Mossa Ag Attaher, Diawara Awa Paul Diallo et le Secrétaire général de l'UNTM, Yacouba Katié à agir au plus vite pour revoir leur situation.

Depuis Bapho, certains candidats ont l'esprit ailleurs. Et en moins d'un mois de formation, plusieurs candidats montrent déjà des signes de l'incapacité à tenir pour longtemps alors qu'il reste encore 5 mois à faire. Les candidats souhaitent qu'on leur fasse un rappel au fonctionnaire comme ce fut le cas de la 1re et la 2e cohorte du Service national des jeunes. Certains candidats pensent que le Centre d'instruction de Bapho risque de transformer la joie de la réussite à ce concours en deuil pour plusieurs familles si rien n'est fait. Les autorités sont ainsi interpellées.

Bourama KEITA  
Source : LE COMBAT





# Journée mondiale de l'aide humanitaire : Il faut tout Un Village pour aider les plus vulnérables



Le 19 août 2022, la MINUSMA, le Bureau de la coordination des Affaires humanitaires (OCHA) et d'autres acteurs du domaine se sont retrouvés dans le village de Diaba Peuhl pour célébrer la Journée mondiale de l'aide humanitaire. Ce petit village du Centre du Mali accueille 3 872 personnes déplacées internes (PDI). Ils ont été rejoints par pour souligner le rôle des communautés locales, des autorités et des organisations humanitaires dans la réponse aux crises au Mali. L'édition 2022 a été célébrée dans le contexte de la campagne #ToutUnVillage qui valorise cette synergie pour une plus grande résilience des personnes affectées par les crises.

Tout comme le dit l'adage : « Il faut tout un village pour élever un enfant ». Les habitants de Diaba Peuhl ont, quant à eux, montré qu'il faut tout un village pour faire face aux défis posés par la violence, les conflits intercommunautaires, ou les catastrophes naturelles. Ceux-ci ont exacerbé les vulnérabilités et entraîné des déplacements internes dans toutes les régions du centre du Mali.

Ada GADIAGA, mère de 12 enfants et déplacée

interne à Diaba Peuhl depuis 3 ans, se rappelle du réconfort que lui a donné la communauté-hôte à son arrivée et l'appui des acteurs humanitaires qui lui a conféré une plus grande résilience : « Depuis qu'on a fui les conflits, ici à Diaba, grâce à la solidarité, nous ne manquons de rien. En tant que personnes déplacées, la première chose qui nous manque, est la nourriture. Ensuite de quoi pouvoir subvenir aux besoins de mes enfants, puisque je suis mère. Grâce à l'appui des humanitaires, je peux aujourd'hui m'occuper de mes enfants, de moi-même également à travers un petit commerce ».

## Une situation préoccupante

Selon les données récentes d'OCHA (30 juin 2022), les régions du Centre du pays (Mopti, Bandiagara et Douentza) ont enregistré plus de 185 000 personnes déplacées. Près de 600 000 personnes sont en situation d'insécurité alimentaire, 952 écoles sont fermées, impactant près de 285 000 enfants. Au Mali, 1,6 million de personnes ont besoin d'une aide

humanitaire selon le Plan de réponse humanitaire de 2022.

Alain NOUDEHOU, Coordonnateur humanitaire, était aussi à Diaba Peuhl. Il y a souligné l'importance de la collaboration et de la cohésion qui existe entre humanitaire, PDI et communautés hôtes. Au Mali, cela a permis de fournir de l'aide humanitaire à plus d'un million de personnes malgré les difficultés liées au contexte sécuritaire et les ressources déjà limitées des communautés hôtes.

Remerciant les habitants de Diaba pour leur accueil, Alain NOUDEHOU dira que c'est « un village d'entre-aide, un village de support à l'amélioration des conditions des personnes affectées par la crise ». Le Coordonnateur humanitaire n'a pas non plus manqué de saluer l'engagement des communautés hôtes parce que, a-t-il rappelé : « plus de 70 % des personnes déplacées dans ce pays, sont dans les foyers des autres ».

Source : Bureau de la Communication Stratégique et de l'information publique de la MINUSMA

# Remise d'attestations de baccalauréat : L'excellence magnifiée !

Ils étaient 10 à recevoir leurs attestations de baccalauréat. Ils, ce sont les 10 meilleurs candidats au baccalauréat malien session 2022. C'était au cours d'une cérémonie sobre mais pleine de signification tenue dans la salle de conférence du ministère de l'Éducation nationale. La cérémonie était présidée par le ministre de l'Éducation nationale, Sidibé Dédéou Ousmane. C'était en présence du chef de cabinet, Oumar Traoré, du secrétaire général du ministère, Kinane Ag Gadega, du directeur du centre national des examens et concours de l'éducation, Mahamadou Keita, des conseillers techniques et bien évidemment des lauréats et leurs parents. La fierté et la joie se lisaient sur le visage de Mahamane dit Hamet Anne et des autres lauréats. Cette cérémonie marque le lancement de la remise des attestations du baccalauréat malien session 2022.

**L**e ministre de l'Éducation nationale, Sidibé Dédéou Ousmane, a indiqué que cette cérémonie a été initiée pour célébrer l'excellence. « Nous avons voulu proclamer les résultats du baccalauréat au plus tard la première semaine du mois d'août pour les élèves qui vont s'inscrire dans les universités autres que les uni-

versités maliennes puissent être dans les délais qui sont imposés par rapport à leurs études. Les bacheliers maliens étaient obligés de perdre l'année de leur réussite au baccalauréat et de ne pouvoir s'inscrire qu'un an après. Notre objectif était de relever ce défi. Le pays aussi est vaste, les résultats des régions du nord

ont pris du retard pour pouvoir nous parvenir. Parce qu'on ne peut pas faire voyager les résultats n'importe comment. C'est pourquoi nous sommes en train de voir pour que désormais nous sortions de cette procédure et qu'on puisse tout faire par numérique. Pour matérialiser cette volonté politique nous sommes en phase avec le ministère de l'Économie numérique pour cette façon de faire soit derrière nous », a-t-elle dit.

La cheffe du département de l'Éducation Nationale, est fière de pouvoir organiser des examens propres. « Nous avons souhaité organiser cette cérémonie pour féliciter nos lauréats à qui nous réservons beaucoup d'autres surprises. Le but de cette cérémonie est que la population malienne sache que les attestations sont disponibles. Tous les bacheliers peuvent désormais venir chercher leurs attestations. Nous demandons à ceux qui n'ont pas passé de redoubler d'efforts pour réussir cet examen capital dans la vie de tout élève du secondaire. Je tiens à rappeler que redoubler une classe n'est pas la fin du monde. Les propos que j'ai entendus au cours de mes visites surprises dans les centres d'examen sont rassurants. Car beaucoup disent qu'ils vont





mieux se préparer l'année prochaine pour affronter l'examen du baccalauréat. C'est cet éveil de conscience que nous avons voulu réveiller chez tous les maliens », a-t-elle renchéri, avant de souligner que les partenaires de l'école ont joué leur partition pour la réussite des examens de cette année scolaire. Sidibé Dédéou Ousmane a invité les lauréates et lauréats à être des ambassadeurs du Mali partout où ils seront. Elle a aussi profité de cette occasion pour inviter les parents à aider les enfants à avoir le niveau. « **C'est ce qu'on nous reproche aujourd'hui. Et pourtant nous avons d'excellents élèves. Tous les lauréats de cette année sont polyvalents. Ils ont eu des notes qui ne nous permet-**

**tent pas de dire que le candidat, il est littéraire ou il est de tendance scientifique. Le premier national a d'excellentes notes en sciences mais aussi il est le premier national en philosophie. Comme pour dire que les sciences riment avec la littérature. Ce n'est pas parce qu'on est en sciences exactes qu'on doit négliger les autres matières. Les résultats de cette année, nous sommes réconfortés dans notre analyse parce que ce sont des résultats mérités. On peut même rendre public leurs notes pour tout le monde voit. Je pense qu'il faut persévérer. Nous avons besoin de l'accompagnement de tout le monde. Je suis sûre que 2 ou 3 ans**

**les élèves vont se mettre en rang pour lutter contre la fraude, la fuite des sujets et les faux sujets », a-t-elle conclu.**

Mahamadou dit Hamet Anne, le premier national au baccalauréat malien session 2022 ne cache pas sa joie. Il a remercié le département de l'Education Nationale pour cette marque de considération à leur égard. Il a invité les autres élèves au travail pour que l'école malienne retrouve son aura d'avant.

Le clou de cette cérémonie a été ponctué par la remise officielle des attestations aux lauréats et la photo de famille a mis fin à cette cérémonie.

■ Ibrahim Sanogo

**malikile.com**  
 La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services ! \*

MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER

# Paix et réconciliation : Une rencontre des Peuls prévues pour ce dimanche

Sékou Bolly, chargé de mission au ministère de la réconciliation, de la paix et de la cohésion nationale a animé, le mardi 23 août 2022, un point de presse. Objectif : informer l'opinion nationale et internationale de l'organisation d'une grande rencontre de tous les Peuls épris de paix et de justice, le dimanche 28 août 2022, au Centre internationale de conférence de Bamako (CICB). Cette rencontre est placée sous le signe de la paix et de la réconciliation.

**D**éterminé à ramener la paix et la quiétude dans la partie centre du pays, Sékou Bolly, a rappelé que le centre du Mali est constitué d'une mosaïque de communautés qui vivait en parfaite symbiose. C'est pourquoi il plaide pour l'instauration d'un mécanisme de dialogue. Selon lui, il est temps de mettre fin à cette crise sécuritaire qui n'a que trop duré. En vue de trouver une solution définitive à la crise qui écumle le Mali depuis bientôt une décennie, Sekou Bolly et son mouvement convient toute la communauté Peul à une importante rencontre le dimanche 28 août 2022, au Centre international de conférence de Bamako. « **Je lance un vibrant appel à tous les Peuls du Mali pour qu'à l'unisson nous sauvons notre pays affecté par cette crise qui nous a été imposée par des esprits malsains. Au cours de cette rencontre, nous donnerons la parole à tous les participants pour apaiser les cœurs et les esprits. La communauté Peul a trop souffert de cette crise. Les attaques contre les civils et les assainissats ciblés attendent cette triste réalité. Nous voulons aussi montrer au monde entier que tous les Peuls ne sont pas djihadistes. Raison pour laquelle j'ai décidé d'inviter tous les frères Peuls pour qu'ensemble nous puissions parler entre maliens et taire nos divergences pour aller vers la paix afin d'amorcer un développement harmonieux de nos localités. Je tiens à rappeler que les autorités du pays ne sont pas les ennemis des Peuls. Au contraire, elles sont là pour protéger les populations et leurs biens. Personne ne veut la mort de ses enfants. Donc ne faisons pas d'amalgame. Déjà beaucoup de Peul ont confirmé leur participation à cette journée de concertation** », a-t-il dit avec satisfaction.

A l'en croire, cette rencontre pourrait contri-



buer à faire cesser les violences. Les membres du mouvement de soutien à Sékou Bolly mettent en œuvre des initiatives propres dans l'optique de soutenir celles de l'Etat en cours. « **Mon mouvement est un facteur de rassemblement de tous les Peuls pour aider les autorités du Mali dans le processus de la paix et de la réconciliation** », a-t-il poursuivi.

Il convient de mettre en exergue que Sekou Bolly et son mouvement ont posé beaucoup d'actions visant à raffermir les cœurs de tous et de chacun. Dans cette dynamique, il a pu

convaincre plus d'une centaine d'ex-combattants à déposer les armes. Aujourd'hui, ils sont en formation pour intégrer les forces armées et de défense.

En outre, cette journée de rencontre permettra aux participants de se parler sans langue de bois en vue d'explorer les pistes de solutions pour un retour rapide de la paix dans notre pays. Au finish, une décision collégiale sera prise et chaque participant à cette rencontre sera un ambassadeur de la paix.

■ Ibrahim Sanogo

# Fonction primatoriale : Le dribble parfait...

**Ceux qui s'attendaient au respect de l'ordre de préséance dans le décret de nomination des membres du gouvernement pour assurer un quelconque intérim, ou ceux qui voyaient cette indisponibilité du Dr Choguel Kokalla Maïga comme un moyen de voir leur attente comblée (nomination d'un PM neutre) ont tous raté le coche. Le colonel Abdoulaye Maïga est désigné PM par intérim. Et les motivations latentes d'une telle décision du Président de la transition sont bien valables.**

**Q**ui sont les têtes pensantes qui composent le cercle restreint du Président Assimi Goïta? La question est relative au franc succès de ses choix politiques en fonction des réalités du moment. Il n'atterrit jamais là où il est attendu.

Adeptes, en tout cas dans la pratique, du courant littéraire du célèbre conteur et conservateur des valeurs africaines, Amadou Hampâté Bah, le colonel Goïta s'applique bien dans la pratique via les enseignements prodigués par la façon de faire du caméléon.

Il y a une semaine, des informations circulaient sur l'inactivité du Premier ministre Choguel Kokalla Maïga. Certaines affirmaient qu'il était malade. La teneur de la situation sur plusieurs plateformes oblige la Primature à communiquer. Elle parle de "repos forcé" sur conseil du médecin traitant du PM et avait rassuré qu'il reprendra service bientôt. Des jours passent et le doute s'installe de plus en plus. Mercredi dernier, le nom du ministre de la Défense comme Premier ministre par intérim circulait. Ce qui est tout à fait logique lorsqu'on s'en tient à l'ordre de préséance mentionné dans le décret de nomination des membres du gouvernement.

Dimanche soir, le Président de la transition prend tout le monde en contre-pied. Il jette son dévolu sur le ministre de l'Administration territoriale, le colonel Abdoulaye Maïga, qui, visiblement, est 4e sur le décret par ordre de préséance.

## Les raisons d'un choix

La première hypothèse est la suivante : Sadio Camara est la poutre de la transition sur le plan militaire. Il a engrangé des résultats spectaculaires à ce niveau. Alors, le décharger de cette fonction ou alourdir ses missions ne

risque-t-il pas de plomber la dynamique enclenchée dans le cadre du perfectionnement de l'outil militaire afin d'éradiquer le terreau djihadiste, du retour de la paix et le vivre ensemble ?

Aujourd'hui, les Maliens sont fiers grâce à l'armée et pour rien au monde, cet espoir ne doit s'estomper.

Secundo, le colonel Camara est timide. Il garde un mystère autour de sa personne à la tête de la grande muette. Lui donner une fonction politique, intérimaire soit-elle, risque de trop l'exposer et des conséquences lourdes ne sont pas à écarter.

Tercio, le choix porté sur le colonel Maïga n'est pas fortuit. Militaire-diplomate, c'est l'homme militaire qui est le plus au centre des affaires politiques. Il est porte-parole du gouvernement, ce qui lui donne la responsabilité de lire toutes les grandes décisions de l'Etat dont la plupart évoquent les relations d'Etat à Etat. Il est aussi le ministre de l'Administration territoriale. A ce poste, il a pu s'imprégner des réalités du système politique malien. Il a une idée sur chaque visage des dinosaures politiques maliens et maîtrise aujourd'hui le système politique du pays. Même si certaines décisions de son département, choix des représentants de l'Aïge, suscitent des débats, il a su instaurer un climat de confiance entre lui et la classe politique malienne mais aussi la société civile. Alors, avec l'intérim à la Primature, il est toujours en terrain connu.

## La volonté des politiques déjouée

On peut le dire ainsi. Depuis quelques mois, une vive tension allant jusqu'à la rupture du dialogue politique entre Dr Choguel Kokalla Maïga et une partie de la classe politique est



bien perceptible. Des anciens collaborateurs à lui au sein du M5-RFP se sont détachés pour créer un M5 bis et exigent sa démission au profit d'un autre PM qui, selon eux, doit venir des forces dites du changement. Donc, de leur rang.

L'ex-majorité présidentielle, regroupée au sein du Cadre d'échange des partis politiques, est sur la même lancée. A l'opposé du M5 Malikura, le Cadre propose un Premier ministre « neutre ».

A la lecture des choses, ils vont attendre bien longtemps pour ne pas dire que leur vœu a moins de chance d'aboutir.

Certes pour le moment il est question d'intérim, mais même s'il arrivait à choisir un remplaçant à Choguel Kokalla, le colonel Goïta ne portera pas son choix sur quelqu'un qui n'est pas issu de son cercle restreint. Il faut le dire, aucun civil n'aura encore la chance après le combat farouche des politiques et associations qui ont empêché les deux précédents de travailler. Il ne commettra plus jamais une autre faute car les nouveaux facteurs qui tiennent la transition ne lui permettent plus une autre erreur.

Le choix du colonel Maïga est bien réfléchi et il le mérite amplement. Et s'il y a lieu de remplacer Choguel, pas encore à l'ordre du jour, ça ne peut être que lui.

Ce qui est important de comprendre, les militaires au pouvoir ont fait un choix. Celui de la rupture totale avec la France. Les enjeux d'une telle décision sont énormes. Ils se doivent de prendre tous les postes clés, afin d'arriver au bout de leur politique. Il ne manquait que la Primature. Elle est désormais dans la cagnotte.

Boubacar Yalkoué  
Source : LE PAYS



## AIGE : Les membres tirés au sort, des partis dénoncent une violation de la loi électorale

Les représentants des partis politiques et de la société civile devant siéger au sein de l'autorité indépendante de gestion des élections sont connus depuis ce lundi 22 août. Ils ont été désignés, à la suite d'un tirage au sort. Plusieurs partis ont désapprouvé ce mode de désignation.

L'Union pour la République et la Démocratie fait partie des partis politiques dont des membres figurent sur la liste de candidatures au tirage au sort. Cependant, ce mode de désignation n'a pas été apprécié par ses responsables. Pour Mamadou Dicko, cette désignation peut susciter des problèmes. « Le tirage au sort est certes une procédure juste mais qui comporte des inconvénients majeurs. On peut tirer au sort quelqu'un qui n'a aucune expérience, aucune expertise, aucune capacité de faire le travail pour lequel il est convié. Donc ça peut, véritablement, poser problème », prévient-il. Mamadou Dicko invite les uns et les autres à « d'avantage interroger le génie malien pour pouvoir trouver les moyens les mieux appropriés pour régler ce problème-là ».

### La loi électorale « violée »

Des propos soutenus par le parti Rassemblement pour le Mali. Pour ses responsables, les modalités de désignation n'ont pas été respectées. Sekou Niamé Bathily estime que son regroupement tiendra très prochainement une rencontre pour se situer non seulement sur les modalités de désignation, mais également sur les personnes désignées. « Il est bien indiqué que le collège, organe délibérant de l'AIGE, comprend 15 membres dont 4 désignés par les partis politiques, suivant les modalités qui sont fixées par eux-mêmes. Donc l'article est très clair », explique Sékou Niamé Bathily. Il ajoute que lors de la rencontre du cadre de concertation, « il est sorti 5 propositions venant des partis politiques. La proposition majoritaire c'est la proposition qui est de 60 partis

qui ont proposé de prendre les 4 représentants parmi les regroupements des partis politiques ». « A notre grande surprise, nous avons constaté que le ministre a opté pour le tirage au sort, alors qu'il n'y avait que 5 partis qui avaient proposé ça », déplore Sékou Niamé Bathily.

### La solution face aux nombreux partis et au choix difficile

Notons qu'à l'initiative du ministère de l'administration territoriale, un huissier de justice a été chargé d'organiser le tirage au sort. Huit (8) personnes dont quatre (4) femmes ont été tirées au sort au niveau des formations politiques. En revanche, six personnes ont été choisies au sein de la société civile. « Le mode de désignation par tirage au sort est la solution face au nombre important de partis politiques qui rend le choix difficile ». C'est en tout cas ce que pense l'analyste politique Dr Abdoul Sogodogo. L'universitaire reconnaît que la méthode peut frustrer certaines formations politiques. Toutefois, il affirme qu'à un moment, il faut trouver une solution, pour avancer dans le processus.

Dr Abdoul Sogodogo  
Source : Studio Tamani

## 3RNA-MAAYA : Valorisation des traditions africaines

L'Association 3 RNA-Maaya (Rassemblement pour la réhabilitation de la religion négro-africaine), avec à sa tête M. Kalala Omotunde, a été reçu en audience par le ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, Andogoly Guindo. La visite de M. Omotunde au Mali

s'inscrit dans le cadre d'une série d'activités dont des conférences autour de la restauration des valeurs africaines. Un militant pour une renaissance culturelle, une indépendance économique et énergétique de l'Afrique, M. Omotunde est chercheur et auteur afro-centriste français originaire de la Guadeloupe. Il cherche

à restituer à l'histoire la vérité à l'Afrique, longtemps victime de brimades. Le ministre s'est convaincu également que c'est de la responsabilité des élites africaines d'être prêt à assurer l'émergence d'un nouvel esprit et d'une nouvelle dynamique à propager. Pour l'occasion, plusieurs membres de ladite association étaient présents, dont Pr Fodé Moussa Sidibé et M. Arouna Barry, tous deux anciens cadres du ministère en charge de la Culture.

Source : LE PAYS



# Guerre russo-ukrainienne : L'épreuve de l'usure en Ukraine

**A** lors que le front s'est stabilisé après six mois de conflit, les effets de la guerre n'ont pas fini de se faire sentir que ce soit au niveau des tensions énergétiques et alimentaires ou du découplage de la Russie du reste du continent européen. Six mois après le début de l'agression unilatérale par l'armée russe d'un Etat souverain, l'Ukraine, le moment est venu de ce que l'on pourrait appeler le « défi de l'usure ». Celui-ci vaut tout d'abord pour les deux armées actuellement aux prises. La machine de guerre russe, après l'humiliant échec de son offensive initiale contre Kiev, a déplacé son effort vers le Donbass, soumis à un déluge de feu qu'autorise sa supériorité en matière d'artillerie. De leur côté, les forces ukrainiennes ont plié sans rompre, en dépit de moyens plus limités. Conséquence : le front s'est stabilisé, même si, par ailleurs, l'Ukraine a réussi à porter la guerre en Crimée, la péninsule annexée par Moscou en 2014 et qui avait échappé jusqu'à présent aux attaques. Le risque de dérapage ou d'escalade perdure également sur d'autres « fronts », comme en témoigne l'inquiétude suscitée par la centrale nucléaire de Zaporijia, théâtre de bombardements dont chacun des deux camps se rejette la responsabilité.

## Face-à-face

Le secret qui prévaut toujours par temps de conflit ne permet sans doute pas de disposer de toutes les informations nécessaires, en matière de pertes humaines et matérielles. Idem en ce qui concerne l'aide reçue par les Ukrainiens. Mais une évidence s'impose : aucun des deux camps ne semble capable, pour l'instant, d'emporter la décision sur le terrain. Ce face-à-face dont l'Ukraine paie évidemment et injustement le prix le plus élevé, et de très loin, ne signifie pas pour autant que le temps de la négociation soit venu, au contraire de ce que pourrait laisser penser la dernière visite à Kiev du président turc, Recep Tayyip Erdogan, qui s'est habilement aménagé une posture d'arbitre. Les positions maximales initiales du maître du Kremlin, Vladimir Poutine, l'exposent au piège de l'humiliation au moindre recul. L'invasion russe, par sa brutalité, limite tout autant les options diplomatiques du président ukrainien, Volodymyr Zelensky. Cette guerre de huit ans, si on considère que les premiers coups de boutoir ont été portés par la Russie en 2014 en Crimée, est donc une impasse, même si le tournant dramatique du 24 février a mis en marche un mécanisme qui a produit une chaîne de déstabilisations et de réalignements de portée internationale. Ses effets n'ont pas fini de se faire sentir : tensions énergétiques et alimentaires, découplage de

la Russie du reste du continent européen, mise au jour d'une fracture croissante entre l'Ouest et le Reste (du monde), selon la formule, à propos du respect des normes qui devraient aider à juguler les désordres en cours.

## Refus de plier

Emmanuel Macron a eu raison d'avertir solennellement les Français, le 19 août, du « prix de la liberté » dont notre pays va devoir s'acquitter dans les mois à venir. L'épreuve de l'usure n'épargne pas, en effet, les alliés européens de l'Ukraine. Ces derniers redécouvrent dans la douleur l'inadéquation de leur production d'armement avec les besoins d'une guerre conventionnelle, tout comme le prix d'une souveraineté énergétique trop longtemps sous-traitée à la Russie pour certains d'entre eux.

En France, l'extrême droite prorusse dénonce de plus en plus vigoureusement le coût des sanctions adoptées en défense de principes, la souveraineté territoriale et l'intangibilité des frontières, dont elle se dit abusivement la meilleure garante. A gauche, les détracteurs obtus de l'OTAN et des Etats-Unis sont prêts à ajouter leur voix.

Les Ukrainiens donnent quotidiennement l'exemple, dans la pire adversité, en refusant de plier. Leurs alliés ne peuvent que s'inspirer de leur résistance et tenir à leur tour face aux bouleversements qui s'annoncent.

Le Monde







## Banditisme au Nigeria : Un chef de gang accepte une trêve

**U**n chef de gang au Nigeria a accepté une trêve offerte par les autorités dans l'Etat de Zamafara (nord-ouest), ravagé depuis des années par des violences meurtrières, a indiqué lundi un responsable local. Le chef de bande Bello Turji a accepté de mettre fin aux attaques et aux enlèvements contre rançon, a déclaré le gouverneur adjoint de l'État de Zamafara, Hassan Nasiha, lors d'une conférence de presse diffusée sur les stations locales.

### «Atrocités»

«Nous sommes parvenus à un accord de paix avec Turji, et au cours des six dernières se-

maines, pas une seule personne n'a été tuée dans les zones qu'il contrôle», a déclaré Hassan Nasiha. Selon lui, Turji se bat maintenant avec d'autres gangs qui ont refusé de déposer les armes. Des bandits lourdement armés terrorisent depuis des années les communautés de la région, où ils pillent les villages, tuent et enlèvent les habitants et brûlent les maisons.

En échange du fait de déposer les armes, le gouverneur adjoint a indiqué que les bandits avaient demandé la fin des exécutions extrajudiciaires de membres de leur communauté ethnique et la libération des membres des gangs arrêtés par les forces de l'ordre. Nombre de ces bandits sont des éleveurs, et parmi les

conditions posées à la trêve, ils ont également demandé la restauration des points d'eau et des réserves de pâturage ainsi que la restitution de leurs terres agricoles saisies comme butin par les communautés locales.

Les autorités locales ont accepté toutes les demandes, malgré plusieurs tentatives antérieures d'accords de paix avec des bandits qui n'ont pas duré. Selon Bulama Bukarti, analyste au Tony Blair Institute for Global Change, Turji lui-même a violé des accords de paix dans le passé. «Turji n'a jamais payé pour ses atrocités... C'est un accord fait dans l'urgence par des politiciens désespérés pour marquer des points avant les prochaines élections », a-t-il souligné sur Twitter.

Source : Le figaro.fr

## West africain champions cup : Le Djoliba en guinée pour une mise en jambes

**4** clubs de l'Afrique de l'Ouest se croisent du 21 au 25 août 2022 en Guinée pour une mise en jambes en prélude à la Ligue africaine de Champions. Il s'agit du Horoya AC, de SOAR Académie (Guinée) du Djoliba AC (Mali) et de Casa Sport (Sénégal).

La West African Champions Cup parrainée par Antonio Souaré (PDG SAM-GBM et propriétaire du Horoya AC) est un plateau de rêve pour préparer les représentants de l'Afrique de l'Ouest aux joutes africaines de la Ligue des Champions. La 1ère édition se dispute à Dubreka (Guinée), au complexe sportif Antonio Souaré de Yorokoguiya du 21 au 25 août 2022.

Les organisateurs ont ciblé le Horoya AC (champion de Guinée), SOAR Académie, (vice-champion de Guinée), le Djoliba AC (champion du Mali) et Casa Sport (champion du Sénégal). Pendant 3 jours de compétition (21, 23, 25 août 2022) les quatre formations se croisent en aller simple. L'équipe qui totalise le plus grand nombre de points sera sacrée championne du



tournoi et remportera le trophée. Ce mini tournoi est une aubaine pour les entraîneurs des 4 clubs de la zone de jauger le niveau de leur troupe en amont des éliminatoires de la Ligue des champions.

Pour son premier match, le Djoliba, champion du Mali, s'est incliné face au champion de Guinée à savoir le Horoya Ac sur le score de 2-1

après avoir pourtant ouvert le score en première période. Les Rouges de Bamako effectuent leur 2e sortie ce mardi face à Casa Sport du Sénégal.

A.C.

Source : Mali Tribune





## Bélier (21 mars - 19 avril)

Les planètes vous mettent d'accord avec vos ambitions professionnelles. Vous avez du pain sur la planche. Soit votre job vous donne entière satisfaction, soit vous êtes dans une situation de changement professionnel et vous avez besoin d'être épaulé.

Rien ne sert de courir après votre argent. Vous avez voulu jouer les généreux et vous n'avez aucun retour ? Inutile de ruminer et d'engendrer du stress, vous ne changerez pas les gens. Vous serez plus prudent la prochaine fois, parole de Bélier !



## Taureau (20 avril - 19 mai)

L'entrée du Soleil, dans votre signe, va générer un peu plus de dynamisme et d'esprit d'initiative. Aujourd'hui, ami Taureau, vous semblerez reprendre quelque peu goût à ce que vous faites. Ce ne sera pas encore Byzance, mais ce ne sera plus la Bérézina !

Déjà en progression constante, vos gains continueront d'évoluer largement selon vos espérances, et sans doute bien au-delà, notamment grâce à la présence dynamisante de Mars dans le secteur de vos finances. De quoi booster vos placements bancaires...



## Gémeaux (20 mai - 21 juin)

La Lune quitte votre maison 6 et va vous donner le temps de vous remettre de vos émotions. Calculez, faites des comptes et des prévisions et attendez ! La lune noire vous empêche d'y voir clair. Elle fait une coupure dans votre carrière. C'est un moment de flou.

Vous êtes en plein chamboulement concernant vos biens familiaux et immobiliers. Ce sera long mais porteur de stabilité sur le long terme. L'argent ne rentre pas trop en ce moment. Consacrez-vous à votre famille en attendant. Ils ont besoin de vous.



## Cancer (21 juin - 21 juillet)

Uranus vous fera fonctionner à plein régime et vous sensibilisera à toutes les nouveautés qui se présenteront. Ce sera le moment pour certains d'entre vous de prendre un vrai tournant. Mais, quelle que soit votre position, veillez à assurer vos arrières.

Effaré par ces frais qui s'accumuleront, vous prendrez des décisions dracونيennes en matière de dépenses. Vous vous moquerez éperdument d'avoir un train de vie ressemblant à celle d'un moine tibétain du moment que vous serez sécurisé matériellement.



## Lion (22 juillet - 23 août)

Cher ami Lion, il faut vous attendre à une petite baisse de régime dans le travail. Il se trouve que vous avez besoin de quelques jours de vacances. Vous pourriez avoir envie de tout envoyer valser, mais vous saurez garder votre calme.

Une journée qui s'annonce un peu laborieuse financièrement, mais rien de bien alarmant. La nécessité de gérer minutieusement vos finances est de plus en plus obligatoire, hormis cela, aucun problème à l'horizon. Soyez raisonnable aujourd'hui.



## Vierge (23 août - 23 septembre)

Ami Vierge, vous pourrez vous présenter aujourd'hui à votre poste de travail en retard, ne pas vous excuser auprès de votre responsable et vous payer le luxe de quitter votre poste en avance. Professionnellement parlant, vous ne manquerez pas d'air !

Quelques recommandations pour vous prévenir d'une éventuelle banqueroute ou d'une situation d'endettement vous feront prendre aussitôt la mouche. Vous vous cabrez en décochant quelques flèches de colère à vos proches. Votre rancune sera tenace !



## Balance (23 septembre - 22 octobre)

Des décisions ne sont pas suivies d'initiatives. Vous réalisez que les conditions de travail ne sont pas idéales pour répondre à ce que l'on vous demande. Un collègue peut se reposer sur vous et attendre vos services, tandis que vous êtes déjà affairé.

Un proche peut vous donner du mobilier à retaper ou de bonnes adresses pour réaliser des économies. Les astres en Lion vous poussent à consommer beaucoup et le budget peut manquer. Il est utile de réaliser quelques économies, avec des petites sommes.



## Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Attention à ne pas vous sacrifier au travail. Ce n'est pas à vous de tout faire. Exigez la répartition équitable du travail. Vous manquez de visibilité quant à votre avenir professionnel. Vous n'y pouvez rien. Il faut patienter.

Vous retrouvez provisoirement une bonne stabilité financière. Une rentrée d'argent pourrait arriver de nulle part. Vous décidez de la mettre bien au chaud sur un compte d'épargne. Vous vous offrirez un week-end en amoureux au printemps prochain.



## Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Si récemment vous avez tenté un projet, vous recevez des bonnes nouvelles. Votre futur professionnel est assuré, votre carrière est lancée, vous êtes en progression. Aujourd'hui de nouvelles opportunités vous permettent d'évoluer encore plus.

Vous préférez éviter les débats sur les sujets qui touchent aux finances surtout lorsque vous vous retrouvez en famille, même si autour de vous l'ambiance est positive c'est le genre de conversation qui peut très rapidement dégénérer.



## Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Si certaines personnes ont l'étoffe des héros..., aujourd'hui, vous aurez surtout l'étoffe d'un boss ! C'est déjà pas si mal. Dans votre job, des envies de nouveautés vous porteront littéralement. Dans votre entreprise, vous serez avant tout polyvalent...

Mars sera le super gestionnaire du zodiaque, et de vos finances par la même occasion... Fluide, sera le mot parfait pour caractériser la manière dont circulera l'argent sur vos comptes bancaires. Pas le moindre hic sur votre argent, du moins pour aujourd'hui...



## Verseau (20 janvier - 19 février)

Au bureau, vous serez replié sur vous-même, vous serez dans l'intériorisation de vos émotions. Vous réfléchissez à votre nouveau poste. C'est si excitant ! Évidemment vous allez vous démarquer de vos prédécesseurs. Vous serez très inventif.

Petite incertitude concernant le versement de votre salaire. Cette promotion sera effective à partir de quand ? Votre directeur n'a pas été très clair à ce sujet. Vous allez appeler le comptable pour avoir des éclaircissements.



## Poisson (19 février - 21 mars)

Ce sera en petit comité que vous donnerez le meilleur de vous-même. En Balance, le duo Mercure/Vénus illustrera votre besoin d'agir au sein d'une équipe restreinte pour libérer votre créativité. Vos initiatives seront pour la plupart bien accueillies.

Faites en sorte que vos bonnes idées, associées à votre flair, soient payantes. En dénichant une assurance plus intéressante, une banque offrant de meilleurs services, vous gagnerez des euros. Le jeu de piste sera laborieux, mais les résultats seront là.



L'information est l'oxygène des temps modernes

# Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

# 70 44 22 23